L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES,

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 16 MARS.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

ITALIE.

Rome, 14.—Un démenti officiel est donné à l'assertion contenue dans une dépêche au Times de Londres, que l'Allemagne avait exigé une note à l'Italie, pour lui demander si elle continuerait à exempter le clergé des obligations de la loi pendant l'exercice du droit de liberté pour fomenter la guerre civile en Allemagne.

WASHINGTON.

Washington, 14.—Bien que les lettres de créance du ministre Cushing auprès du nouveau gouvernement d'Espagne aient été signées par le Président le 6 février, elles n'ont été présentées au Roi Alphonse que le 9 mars. Cette présentation est une reconnaissance formelle de son accession au trône.

Washington, 14.—Un nouveau trait est ajouté à la politique indienne, savoir : En substituant les provisions et les annuités, il est chargé de requérir tous les Indiens mâles, adultes, de 18 à 45 ans d'âge, de rapporter ce qu'ils ont déserté, pour bénéficier celui de la tribu, à un prix raisonnable qui sera fixé par l'agent, et d'une valeur égale au montant des approvisionnements reçus.

Les dispositions n'auront lieu qu'à la condition d'un travail.

Le but est de forcer les Indiens à vivre dans des réserves. Le Congrès a incorporé dans ces bills autant une section portant que dorénavant aucun achat de marchandises, de fournitures, ou d'instruments de toutes sortes, ou aucun autre article quelconque ne devra excéder un prix excédera un millier de piastres ne sera payé avec l'argent alloué, à moins que l'affaire n'ait été au préalable annoncée dans le journal du contrat.

Washington, 15.—La discussion ouverte aujourd'hui est sérieuse. M. Ferry, du Connecticut, réfuta victorieusement tous les arguments de Morton. Il dit que sa proposition de chercher entièrement l'indépendance des deux Chambres du Congrès. Le Sénat usurpe les pouvoirs de la Constitution. La présidence tire son autorité de l'acte de 1845. Mais le Sénat avait le pouvoir de vérifier l'élection de ses membres avant que l'acte de 1799 fut passé.

Si le Président avait le droit de décider de la légalité d'une Législature qui élit un sénateur ou de la légalité d'un Exécutif siégeant aux pouvoirs, de manière à envoyer le Sénat conspirer, il fait enquête sur l'élection d'un sénateur, alors l'acte est nul. Ce que le Président devrait faire en Louisiane, c'était simplement d'empêcher les conflits armés, ou plutôt d'empêcher que les constituants ne se prennent à la gorge les uns les autres. Le Sénat sait que la Législature de 1875 en Louisiane n'était pas légale, et que le gouvernement n'était pas légal non plus ; il sait aussi qu'en admettant Pinchback, il admettrait la personnification de la fraude. La prétention du sénateur de l'Indiana fut enfin digne le caractère désespéré de cette affaire. Les five pages de témoignages qui sont devant le Sénat sont chacune du témoignage de la nullité de son élection.

M. Morton répond à M. Ferry et tâche de réfuter ses arguments, mais sa réfutation est faible et si ce débordant la parole à M. Wadsworth, de la Louisiane, qui prétend que les fraudes en Louisiane ont été faites par le parti de l'opposition et non par le parti républicain qui était en majorité en 1872 en Louisiane, et qui est encore en fonctions aujourd'hui. Kellogg était donc revêtu légal et la réclamation de Pinchback est nulle.

M. Wadsworth répond au raisonnement de Jeff pour soutenir ses assertions et il tâche de montrer que les chiffres ne signifient pas ce que les démocrates ont trouvé. M. Wadsworth fait l'opinion du sénateur Conkling, composé de MM. Hoar, Wheeler et d'eux qui ont dit dans leur rapport qu'ils croyaient que Kellogg avait reçu une majorité des votes en 1872. Il ajoute que ces messieurs ont examiné avec cette affaire et prononcé en connaissance des faits.

M. Dawes, du Mass., interrompt West pour lui dire que c'est la fonction de ces messieurs mais qu'ils n'ont pas fait emploi de cet ce sujet.

M. Wadsworth, continuant son discours, dit qu'on outragerait la Louisiane en empêchant plus longtemps l'admission d'un de ses sénateurs.

M. Christiancy, du Michigan, demande si adresses de Pinchback représentant tous les maux qui ont été infligés à cet Etat.

M. West dit que cette réparation serait impossible, mais c'est un fait lamentable que les secours aux habitants noirs du marais privés depuis Louisiane n'aient pas été accordés. Sénateur Lamar a dit qu'ils ne seront pas. Le bill est passé.

Il termine en disant que la décision de Pinchback n'est refusée, le comité a son refusant du reconnaître la légalité du gouvernement de Kellogg, et alors c'est reconnaître le changement figurines blancs et criminalisant de nouveau la violence, la fraude et tous ces crimes. Il n'y aurait plus de paix possible.

Washington, 15.—Le secrétaire d'Etat communique au Sénat la correspondance entre le gouvernement espagnol et celui des Etats-Unis relativement à la déclaration d'indépendance pour l'exécution des Américains qui étaient à bord du Virginius. Le secrétaire d'Etat que l'affaire a été réglée par le ministre Cushing, le ministre espagnol des affaires étrangères. La correspondance remonte au 20 novembre 1874, et donne l'exposé de la difficulté et le mémorandum préliminaire signé par la cour navale d'enquête, commencé par le secrétaire Robinson le 30 janvier 1874.

Cette correspondance qui dépasse en longueur les lettres fatiguantes d'une dépêche télégraphique, n'apprendrait rien de nouveau à nos lecteurs. Nous la supprimons ici pour passer à des sujets d'un intérêt plus vif et plus prompt. L'indemnité demandée et accordée est de $80,000 dont la distribution est laissée au gouvernement des Etats-Unis.

Le paiement n'aura lieu comme suit : Il sera fait en espèces et en trois termes de deux mois chacun, savoir : $60,000 en février prochain, $10,000 en mars prochain et $10,000 en avril prochain.

La présente convention sera ratifiée par les autorités espagnoles aussitôt que le gouvernement des Etats-Unis aura présenté les lettres qui l'accréditent auprès de Sa Majesté, le roi d'Espagne.

Les lettres de créance ont été présentées et la ratification signée. L'affaire est définitivement réglée et conclue.

Washington, 15.—Le col. Casey est allé à New-York. Le col. Lewis et M. Bunes sont à Cincinnati. Wheeler, Antoine est dans une maison particulière.

Le juge Pardee se rendra demain en personne devant le comité judiciaire du Sénat pour donner quelques explications.

Washington, 15.—On vote au sénat pour William à la place de Selleck pour St-James. On parle aussi de Fish, pour la même mission.

Observations Météorologiques.

Washington, 15.—Probabilités, pour les Etats du Golfe : Hausse de baromètre, pour possible, vents du Nord-Ouest, temps plus froid et partiellement clair.

PITTSBURG.

Pittsburg, 15.—Pendant un orage, ce matin, la foudre est tombée sur le bâtiment de la raffinerie de Rouside, a été frappé par la foudre et a brûlé avec deux chars sur le chemin de fer de la vallée d'Allegheny, et sur le pont de Petrie. Perte totale, environ $20,000, presque couverte par l'assurance à Wheeling, Pittsburg et dans quelques bureaux de l'Est.

ST LOUIS.

St-Louis, 14.—Pendant que les pensionnaires étaient à prendre leur exercice dans la rotonde de la prison, entre dix et onze heures, ce matin, à quatre de hauteur, sur le côté de fer qui sépare la rotonde d'un corridor d'escalier, et avec un pic, ils ont descendu les barres du mur au dessous d'une des fenêtres, ont fait un trou par lequel ils ont passé dans la cour de la geôle, et s'échappé sur un hangar attenant au mur d'enceinte, qu'ils ont escaladé de dans la rue Chestnut.

Deux gardes étaient de service pendant ce temps, c'est un mystère de savoir comment ils se sont laissés ainsi jouer.

St Louis, 15.—Le septembre dernier, deux hommes ont été tués par un coup de gâchette, dans l'Avenue Chrystie et de la rue Ten. Le jeune garçon de 15 ans, Bert Boatright fut jugé pour meurtre, on suppose qu'il a été lancé par Charley Woolson.

Cette après-midi, pendant que les avocats plaidaient et un point de droit dans le but à Woolson qui avait été traduit devant la Cour criminelle, sur les accusations de M. Boatright, âgé d'environ 16 ans, Woolson, qui avait été mis en liberté sous cautionnement, a pris un pistolet caché dans le centre, un gros, et a tué mon frère et le tue. Woolson tombe, ses boyaux sortent par la blessure qu'on dit mortelle. Le jeune Boatright a été immédiatement arrêté par un député marshal et écroué à la geôle.

Dix ans d'un fort Gibson, Territoire Indien, disent que Henry Naves, fut tué. Il y a quelques jours pendant qu'il tentait résistance à une procédure du député marshal des Etats-Unis Walker, qui était venu de Naves chasser le marshal et la troupe. Neuf marshals des Etats-Unis sont maintenant à Muskogee et plusieurs marchand de whiskey ont été arrêtés. Une compagnie de soldats des Etats-Unis est attendue. Quand elle sera arrivée, une exécution sera faites chez les chercheurs pour arrêter nombre de meurtriers et de bandits qui déroutent les autorités civiles.

St-Louis, 15. Des avis du fort Gibson, territoire indien, disent que Henry Naves, pendant qu'il résistait au député-marshal des Etats-Unis, a été tué. C'est alors que ses amis mirent en fuite le marshal et sa troupe.

Le marshal est maintenant à Muskogee où plusieurs marchands de whiskey ont été arrêtés.

ERIE.

Erie, Pa., 15.—On a découvert une nouvelle région d'huile dans le comté de Warren, Pa. Le gaz a fait sortir le pétrole et cette découverte développe une ceinture du territoire oléagineux entièrement nouveau.

NEW YORK.

New York, 15.—Le comité de la Louisiane a terminé ses travaux aujourd'hui. Les réclamations de 18 ou 19 contestants ont été examinées, et l'adjudication des arbitres dont elle a envoyée au gouverneur de la Louisiane, ce soir. Le gouverneur et la Chambre des représentants feront comme ils le jugeront à propos.

TRENTON.

Trenton, 15.—On a voulu mettre à l'épreuve le bill des droits civils ici ce soir. Un barbier de couleur est allé au salon de billard du café Trenton et s'est vu refuser une partie de billard. Sur quoi, il a obtenu un mandat d'arrestation contre le propriétaire.

MOBILE.

Mobile, 15.—Une dépêche dit que Riceville, Miss., a été visité par un ouragan qui a duré une demi heure et a renversé nombre de bâtisses, entre autres les églises Presbytérienne et Baptiste. Plusieurs personnes ont été tuées. On évalue les pertes à $150,000.

CINCINNATI.

Cincinnati, 15.—Une dépêche de Montegi, Michigan, dit qu'il est tombé dans ce pays, pendant un quart d'heure, une grêle qui a détruit tout ce qu'elle a rencontré. 24 heures après, on a trouvé des aérolithes mesurant 12 pouces en circonférence. Il y a suivi une forte inondation.

RIVIÈRES.

Etat de la Rivre, bateaux, etc.

Vicksburg, 15.—Descendant, City of Alton, Exporter et Frank Pargould.

Temps frais et clair.

PASSES.

Passe du sud-ouest, 13.—Arrivée, la gazelle O. H. Robinson, en 4 jours de Ruatan, avec des fruits.

MARCHES.

Marchés Européens

Liverpool, 15, midi et demi.—Coton calme : 1 plantin 7/8. Orléans 5 à 8 1/8. Vendu 12,000 balles.

Mars, remise de la Nlle-Orléans, non au-dessous de low mid. 8.

Londres, 15 midi et demi.—Consolidés au comptant 92 7/8 à 93. A terme 93 à 93 1/8, 5 p. 100 1/4.

Paris, 2 heures.—Rentes 65, 05.

Liverpool, 15.—Coton, sur la base de middl. uplands, 7/8 en au dessous de bon ordinaire, expédition février et mars, 7 7/8. Rien au-dessous de low mid., livrable en mai et juin 8 1/16.

Sur la base de Midd. Orléans, rien au-dessous de low mid. expédié en février et mars 8 1/8.

Marchés américains

New York, 15, midi et demi.—Coton, plat. Orléans 16 5/8. Bon ordinaire 15 3/8. Low mid 15 5/8. Mid 16 3/4. Orléans 16 3/8.

Février, low mid pour mars 16 3/4 à 16 3/16. Juin 17 1/4 à 17 5/16. Juillet 17 1/4 à 17 9/16. Août 17 11/16 à 17 3/4. Septembre 17 1/8 à 16 3/16. Octobre 16 3/8 à 16 7/16. Novembre 16 7/16 à 16 1/2. Décembre 16 3/8 à 16 1/2.

New York, 15, au soir.—Coton calme. Middl. 16 3/4. Orléans 16 5/8. Vendu 487 balles.

A février 14,000 balles aux prix suivants : Mars 16 1/32 à 16 3/8. Avril 16 9/16. Mai 16 11/16. Juin 17 1/4 à 17 9/32. Juillet 17 3/4 à 17 9/16. Août 17 15/32 à 17 3/4. Septembre 17 3/16. Octobre 16 11/16. Novembre 16 5/16. Décembre 16 7/16.

New York, 15.—Or 115 1/8 à 115 1/2. Change à 8 2 et 4 s/v. Argent sur demande à 110. Bons du gouvernement fermes et d'une fraction en hausse.

Taux du port de lettres, etc. pour les Etats-Unis.

Voici les taux du port des lettres etc, pour les Etats-Unis.

N. B.—Tout ce que transporte la malle en excès des journaux envoyés à des abonnés ou un bureau de publication connu doit être affranchi d'avance par des timbres.

Une lettre sur la malle un port est payé si plein mais sur laquelle un port additionnel peut être exigé, sera expédié lorsqu'elle aura été déposée à un bureau de poste, mais il sera dû sur la lettre que le reste du port dû en a été perçu sur l'original.

Si le port n'est point payé ou si moins qu'un port plein est payé, la lettre sera envoyée au bureau où sont déposées les lettres non réclamées ; par inadvertance, elle arrive à destination, elle pourra, sur livraison, le double du port, c'est pourquoi trois cents.

Dans les villes situées dans les districts qui touchent à de grands centres de population et ayant deux ou davantage de bureaux de poste, à une distance de trois milles ou plus de l'autre, toute lettre déposée à l'un de ces bureaux et adressée à une localité dans les limites de livraison d'un autre de ces bureaux, laquelle lettre aura été affranchie par inadvertance par le timbrage du port légal seulement, pourra être expédié, mais le port du pour devra être payé, sans cela.

Des affaires qui doivent payer différents taux de port sont souvent données au public pour payer dans un autre cas ; ceux qui font le paquet, mais dans un but de différents articles devant être envoyés à différents taux de port peuvent être envoyés par un seul paquet, en payement de certains taux sur le paquet entier.

Les articles suivants sont exclus de la malle : les liquides, les poisons, le verre, les matières explosives, les livres, les brochures, les tableaux et autre publications périodiques ou récentes ; toutes lettres sur des enveloppes transparentes et toutes les cartes postales sur lesquelles des écritures ou des dessins ont été imprimés ou gravés ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détruire, dérangeant ou salir le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée, ou au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ou de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

Première classe.

Sur les lettres, les paquets cachetés, écritures ou écritures partielles (excepté les manuscrits de livres et les épreuves corrigées passant de l'auteur aux éditeurs et excepté les lettres locales), sur tous les imprimés marqués de chiffres à donner des informations antérieure celles données par les imprimés périodiques, excepté la correction d'erreurs typographiques ; sur toutes choses ci-devant pas payer le port de [illegible] sont enveloppées ou attachées de telle sorte que les maîtres de poste ne peuvent les examiner sans en détruire l'obvolume ; sur toutes choses pas dénommées ci-dessus qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détruire, déranger ou salir le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée, ou au service de la poste, il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ou de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

Deuxième classe.

N. B.—Cette classe comprend tous les journaux, magazines et revues imprimés et émis à des époques annoncées, d'un bureau de publication connu, adressés à des abonnés réguliers.

Affranchissement.

Sec. 5. Qu'à partir du 1er janvier 1875, sur tous les journaux et publications périodiques expédiés, par la malle, d'un bureau connu ou d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit : sur les journaux et les publications périodiques paraissant toutes les six mois ou plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre ; moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pouvu que rien dans la présente loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 90 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au département du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875, sur réception, des dits journaux et publications périodiques au bureau de poste, ils seront posés ensemble et le port en sera payé par un timbre spécial adhérent qui sera fourni par le maître de poste-général, et l'annulation sera apposé au dit timbre ou au sac qui le contiendra, ou sur un mémorandum constatant le dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste-général.

Sec. Que les journaux dont un exemplaire à chaque abonné résidant dans les limites du comté où le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de poste avec le dit exemplaire non affranchi par les porteurs à moins de paiement du port ainsi que l'exige la loi.

Troisième classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder cent que prescrit la loi, c'est-à-dire, quatre livres. Les paquets pesant plus que le poids prescrit ne passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magazines passagers ; les petites affiches, les affiches, les feuilles de musique, les circulaires non cachetées, les prospectus, les manuscrits de livres et les épreuves, les cartes [illegible] gravées, les matrices typographiques, les impressions, les lithographies chromo, les gravures, les semences, les boutures, les bulbes, les racines—1 cent pour chaque deux onces ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Deuxième classe.

N. B.—Cette classe comprend tous les journaux, magazines et revues imprimés et émis à des époques annoncées, d'un bureau de publication connu, adressés à des abonnés réguliers.

Affranchissement.

Sec. 5. Qu'à partir du 1er janvier 1875, sur tous les journaux et publications périodiques expédiés, par la malle, d'un bureau connu ou d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit : sur les journaux et les publications périodiques paraissant toutes les six mois ou plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre ; moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pouvu que rien dans la présente loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 90 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au département du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875, sur réception, des dits journaux et publications périodiques au bureau de poste, ils seront posés ensemble et le port en sera payé par un timbre spécial adhérent qui sera fourni par le maître de poste-général, et l'annulation sera apposé au dit timbre ou au sac qui le contiendra, ou sur un mémorandum constatant le dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste-général.

Sec. Que les journaux dont un exemplaire à chaque abonné résidant dans les limites du comté où le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de poste avec le dit exemplaire non affranchi par les porteurs à moins de paiement du port ainsi que l'exige la loi.

Troisième classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder cent que prescrit la loi, c'est-à-dire, quatre livres. Les paquets pesant plus que le poids prescrit ne passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magazines passagers ; les petites affiches, les affiches, les feuilles de musique, les circulaires non cachetées, les prospectus, les manuscrits de livres et les épreuves, les cartes [illegible] gravées, les matrices typographiques, les impressions, les lithographies chromo, les gravures, les semences, les boutures, les bulbes, les racines—1 cent pour chaque deux onces ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les livres—1 cent pour chaque deux onces ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les circulaires non cachetées, les journaux passagers ou adressés à des abonnés réguliers, excepté les journaux hebdomadaires, qui peuvent être livrés aux abonnés sur paiement d'avance de leurs trimestriels réguliers, et sur les publications périodiques dont le poids n'excède pas deux onces—quand ces journaux, etc., sont déposés à un bureau de porteurs de lettres, pour livraison par le bureau ou ses porteurs—1 sept chacun.

Sur les publications périodiques de deux livres, quand elles sont déposées à un bureau de porteurs de lettres pour livraison par le bureau ou par des porteurs, 2 cents chacun.

20.

UN LIVRE DE 4 PIASTRES POUR $1 50. —Le Conseiller médical du peuple ou en bon anglais, la Médecine simplifiée : par R. V. Pierce, D. M., chef du Bureau des médecins et chirurgiens au dispensaire du monde, Buffalo, N. Y. L'ouvrage ci-dessus, livre d'environ 900 grandes pages, largement illustré avec des gravures sur bois et des planches de couleur, et bien et fortement relié, sera envoyé, franc de port, à toute adresse pour $1 50, ce qui en fait le livre au meilleur marché qui ait jamais été offert au peuple américain. D'autres livres, traitant de médecine domestique, de même taille et de même relieure et beaucoup moins bien illustré, sans planches de couleur et quelques-uns ne contenant pas d'ordonnances et ne faisant connaître aucun moyen de guérison des maux dont ils parlent, se vendent de trois à cinq piastres. Si l'ouvrage de M. Pierce n'était pas publié par lui, imprimé et relié dans ses ateliers avec ses propre machines, et s'il était vendu par des agents, le prix ne serait pas au-dessous de 4 piastres. Car, quand l'éditeur paye à l'auteur un bon prix pour sa production, il monte alors à son placement un profit assez considérable pour le satisfaire et l'indemniser non seulement de son travail, mais encore du risque de la perte pécuniaire qu'il assume en prenant les chances de l'entreprise, et quand l'agent en parcourant l'Etat et le comté a reçu son profit, ils ont ajouté aux frais d'un livre qui originellement a coûté $1.25, de manière que le public n'a pas à payer moins de $4.00. Le "Conseiller Medical" du peuple au contraire est placé à la portée de toutes les bourses par l'auteur, qui adopte le plan des grangers, se dispensant des intermédiaires et donnant le bénéfice de leurs profits au peuple, offrant son livre à un prix très peu au-dessus des frais actuels de publication. Pour que ceux qui désirent le livre ne courent aucun risque de perdre leur argent en l'envoyant par la malle, l'auteur annonce que l'argent adressé à lui à Buffalo, N. Y., et mis dans une lettre enregistrée est à ses risques et périls. La grande correspondance de l'auteur sur les matières médicales, correspondance qui, nous en sommes bien informé, excède fréquemment 300 lettres par jour et requiert plusieurs assistants et sténographes pour le mettre à même d'y répondre, et ses grandes occupations au dispensaire, paraissent l'avoir particulièrement mis en état d'écrire ce livre, en le rendant tout à fait familier avec les besoins quotidiens du peuple. Il tâche dans ce livre de répondre à toutes les nombreuses questions relatives au mal et à la santé et il contient ainsi d'importantes informations pour les jeunes et les vieux, hommes ou femmes, mariés ou non mariés. Le livre traite pleinement de tous les maux des deux sexes et des moyens de les guérir. Il comprend les articles de biologie, de physiologie générale, de hygiène, tempérantes, mariage, reproduction, etc. Tout cela est exposé d'une manière intéressante. C'est une compilation de sciences anatomique, physiologique et médicale, et contient les dernières découvertes dans chaque département.

BULLETIN FINANCIER.

Lundi soir, 15 mars 1875.

Comptoir d'échanges (Clearing-House) de la Nouvelle-Orléans.

	Exchange	Balance
Mars 13	1,744,530 21	166,994 75
Mars 15	1,580,785 60	178,414 58

Jusqu'ici cette semaine	$5,454,936 81	$875,088 85
Même temps la semain. dern'ère	4,360,742 56	624,508 82
Total la semaine dernière	11,784,067 54	1,060,642 95
Total la semaine précédente	9,696,958 71	1,092,507 42

Le marché monétaire manque toujours d'animation. Les capitaux dorment dans les banques. Le bon papier de commerce est accepté sans hésitation, mais il n'en offre peu. Il se fait peu de chose dans les prêts sur les actions No 1 passent assez aisément à nos cotes et, dans quelques cas, à moins.

Les bons billets de négociants n'ont jamais été aussi rares depuis la guerre, et les banques s'en ressentent.

Nous continuons de coter : billets de premier ordre et collatéraux à 60 jours, 8 à 9 pour cent par an ; date No 1 à 2. No 2, 15 à 18. Les quelques transactions de billets hypothécaires sont dans ceux de premier ordre à 9 à 10 pour cent de prime, et ceux de second ordre sont entièrement nominaux.

L'or a ouvert à 115 1/8 à 115 3/8 contre 115 1/8 à 3/4 à New-York ; il n'a pas trouvé beaucoup de preneurs et a fermé à 115 1/4 à 115 3/4 contre 116 à New-York. On a vendu, en tout, $40,000, dont $2000 à 115, $2000 à 115 1/8, $2000 à 115 1/4, $4000 à 115 3/8, $8000 et $20,000 à 115 1/2.

Aucune vente d'argent n'a été annoncée.

Les demi-piastres américaines ont encore été cotées à 106 1/2 à 107 1/2, les plus fines mexicaines à 97 1/2.

Le sterling a ouvert aux taux antérieurs, mais la dernière dépêche de New-York levait coté d'un 1/16, ce qui contribua à affaiblir, et, au-delà, les deux traites notre marché avait fléchi de 3/32 pour cent à la clôture. Les opérations n'ont pas été fortes, cependant. On a vendu No 1 à 500, 3000 commissement à 4 1/8, 1000 chèque No 1 à 5/8, 3000 chèque, 2000 à 4 1/8 et 2000 commissement à 5/32, 2000 de banque à 5/8.

Les francs de commerce ont légèrement fléchi, mais les banques n'ont pas varié. Les ventes se sont élevées à 5,000, en change de commerce, y compris 1,000 à 5.20 1/2, 2,000 à 5.20 3/4 à 5.21 1/2, 2,000 à 5.19 1/2.

A la clôture, les traites sterling étaient cotés à 5.21 1/2 à 1/16 commissement et clear No 1 et — à 5.21 1/2 les traites des banques, les francs à 5.16 3/4 les traites de commerce et — à 5.21 celles des banques.

Le change américain a été abondant la demande a été assez bonne aux taux antérieurs. Les ventes en change à cinq sur New York, en banque, $110,000, dont $50,000 en change de commerce à 50 pour cent de prime, $50,000 et $50,000 de banques, à 3/32 pour cent de prime, $50,000 de banques à 1/16 ; $20,000 en change de commerce à 1/8 sur Providence et 1/4 pour cent d'escompte.

Les banques ont tiré des chèques sur New York à 1/4 pour cent de prime. Le change de commerce à vue a encore été coté à 1/4.

Nous avons entendu mentionner quelques ventes d'actions de banques, mais on en ignore les détails.

Les fonds de l'Etat ont acquis plus de fermeté, les nouveaux de l'Etat ont été plus recherché et ont haussé. On a vendu $4,000 à 68 1/2 cash pour cent de la dette intérêts payables en juillet, à 55 1/2, $2,000 de 7 à 55 1/2, $20,000 de nouveaux consolidés sept pour cent de l'Etat à 47. Ces derniers ont fermé à 47 1/2 à 48.

Il ne s'est rien fait dans les certificats d'allocations de la ville. Coté, 37 à 38.

Il n'y a pas de mandats de la police métropolitaine sur le marché ; ils cotes sont entièrement nominales.

Une vente de $1700 de *per diem* de la Législature a eu lieu à 94 à 94 1/4. Les anciens mandats de l'Etat étaient cotés, à la clôture, à 90, les nouveaux à 54 à 55 et les *per diem* de la Législature à 93 à 94.

Les plans de compromis ou d'arrangement.

Au moment où le caucus conservateur est appelé à se prononcer sur l'admission ou le rejet de la proposition de compromis Wheeler, nous croyons devoir reproduire le texte des différents plans offerts.

Voici, d'abord, le texte de la proposition Wheeler primitive qui avait été adoptée le 5 février, dans le caucus, par 38 voix contre 27.

Attendu qu'il est désirable d'ajuster les difficultés qui ont surgi de l'élection générale dans cet Etat en 1872 et de la déclaration et de la promulgation, par le Bureau des retours, des résultats de l'élection générale du mois de novembre dernier et de l'organisation de la Chambre des représentants le 4 janvier dernier, le dit ajustement étant considéré nécessaire au rétablissement de la paix et de l'ordre dans l'Etat ;

En conséquence, les soussignés, membres un parti conservateur et prétendant avoir été élus membres de la Chambre des représentants et prétendant que leurs certificats d'élection ont été illégalement refusés par le Bureau des retours, consentent respectivement à soumettre leurs prétentions à des sièges dans la Chambre des représentants à la décision arbitrale de George F. Hoar, William A. Wheeler, William P. Frye et Samuel S. Marshall, membres du comité congressionnel actuellement à la Nouvelle-Orléans, lesquels sont, par le présent, autorisés à examiner et à statuer sur les mérites des différents cas ; et quand la dite décision sera rendue, nous nous soumettons à y souscrire, et ceux de nous qui pourront devenir membres de la Chambre des représentants par cet arrangement consentent à soutenir de leur influence et de leur vote la résolution jointe ci-après ; et les soussignés prétendant avoir été élus sénateurs du huitième et du vingt-deuxième districts sénatoriaux consentent à soumettre leurs prétentions à la décision arbitrale indiquée ci-dessus et à s'y soumettre ; et les soussignés ayant des certificats d'élection du Bureau des retours consentent respectivement à ce qui suit : après la décision des dits arbitres, lorsque cette décision aura été ratifiée par le rapport du comité des élections du corps siégeant actuellement à la Maison d'Etat et qui prétend être la Chambre des représentants, ils assisteront aux séances de la dite Chambre dans le but d'adopter le dit rapport ; après le dit rapport est adopté et les membres y compris admis à siéger, alors les soussignés s'engagent, immédiatement après l'adoption du dit rapport, à voter pour les résolutions suivantes :

PROJET DE RÉSOLUTIONS.

Attendu que des doutes ont existé et existent encore sur les résultats légaux de l'élection dans cet Etat au mois de novembre 1872, et

Attendu, qu'il est allégué et cru par une grande partie de la population de cet Etat, que le résultat de l'élection pour les membres de la Chambre des Représentants et pour le Trésorier, dans le mois de novembre dernier, a été illégalement déterminé et promulgué par le Bureau des Retours ; et attendu que ces doutes, ces allégations et cette croyance ont grandement tendu à troubler l'esprit public et à ébranler la confiance et à affecter les intérêts matériels de l'Etat, et

Attendu qu'il est considéré comme nécessaire au bien de l'Etat qu'un ajustement des difficultés qui précèdent soit effectué.

En conséquence il est résolu par l'Assemblée générale de l'Etat de la Louisiane, que la dite assemblée générale déclare par la présente son acquiescement au gouvernement d'Etat existant en 1872, composé sous le nom de gouvernement Kellogg, et qu'elle ne cherchera pas à mettre en question par une mise en accusation, les actes officiels du gouverneur depuis son installation, et qu'elle accordera dorénavant au dit gouverneur tout l'appui nécessaire et légitime pour le maintien des lois et dans l'intérêt de la paix et de la prospérité du peuple de cet Etat, et que la composition de la Chambre des représentants, telle qu'elle sera constituée par la décision de Geo. F. Hoar, William A. Wheeler, William P. Frye et Samuel S. Marshall, restera sans changement, sauf le cas de démission ou de mort, jusqu'à une nouvelle élection générale ; et que le Sénat tel qu'il sera ainsi reconnu, restera sans changement, sauf ce que ce corps pourra faire de lui-même en statuant sur les contestations.

Le passage relatif à l'*acquiescement* ayant paru de nature à soulever de nombreuses objections, M. Wheeler consentit à le modifier comme suit :

Résolu par &c., que la dite assemblée, sans en rien l'approuver, ne troublera pas le gouvernement actuel d'Etat, qui prétend avoir été élu en 1872 et connu sous le nom de gouvernement Kellogg, ni rechercha à mettre en accusation le gouverneur pour aucun de ses actes officiels passés, &c., de la présente session.

Le canaux conservateur après avoir reconsidéré son vote sur la proposition suivante, a adopté un nouveau plan d'arrangement dont suit le texte. Ce plan, remis à M. Wheeler au moment de son départ, a été rejeté par lui, d'après une dépêche expédiée de Mobile. C'est alors qu'un comité de trois, composé de MM. Zacharie, Burke et Léonard, a été envoyé à Washington pour en presser l'acceptation.

1.—L'élection de 1872 actuellement contestée au Congrès ne sera pas comprise dans le règlement général.

2.—L'élection de 1874 pour le Trésorier et les membres de l'Assemblée générale de l'Etat de la Louisiane, sera soumise à trois membres dont l'un, le juge Marshall, avec l'entendement bien distinct que ceux qui auront été nommés par le Bureau des Retours et le comité congressionnel seront reçus comme acceptés comme ayant été légalement élus.

3.—La Chambre des Représentants devra être organisée de nouveau en prenant pour base la dernière composition du comité.

4.—La Chambre des Représentants ainsi organisée devra envoyer à W. P. Kellogg, agissant comme gouverneur de l'Etat, et au Sénat, composé scientifiquement de section du comité, un message les avertissant que la Chambre est organisée et prête à procéder à l'accomplissement de ses devoirs.

5.—Les membres conservateurs signeront un engagement dans lequel ils déclareront que tout en n'approuvant pas le gouvernement Kellogg, et en le reconnaissant pas la légalité, ils ne troubleront pas l'exécutif à cause de ses actes antérieurs tant qu'il sera soutenu par les Républicains.

6.—Les membres de la Chambre reconnus par les arbitres ne devront prendre leurs sièges.

7.—Les sénateurs reconnus par les arbitres devront prendre leurs sièges.

BULLETIN COMMERCIAL.

Lundi soir, 15 mars 1875.

COTON.—Les ventes augmentent de vent à 7,050 balles à des prix irrégulier mais qui n'exigent aucune modification dans nos dernières cotes que nous reproduisons.

Cotes générales	Cotes de l'Exch.
Inférior	—
Low ordinary	—
Ordinary	—
Strict ordinary	—
Good ordinary	—
Strict low mid	—
Low middling	—
Strict low mid	—
Middling	—
Good middling	—
Good middling	—
Middling fair	—
Fair	—

Il y a eu un fort chargement de balles, 5,000 pour Liverpool, 3,000 pour le Havre, 1,000 pour la Méditerranée, 500 pour Brême, 1,000 pour le Nord et 2,000 pour le Nord, ce qui donne un total de 12,500 balles. Les chargeurs ci-dessus, au détail, sont les principaux acheteurs dans les presses, aujourd'hui.

—ETAT DE MARCHÉ AU COTON—

Stock en mains, 1er septembre		
1874, balles		
Arrivé depuis le 1er		
Total		
Expédié depuis le 1er		
Expédié précédemment		
Total		
Stock en mains ce jour		

SUCRE.—Rien de nouveau à signaler. Le marché reste dans le même état d'inactivité. Il n'y a pas eu de bonne demande, et les transactions ont été peu importantes. Nous cotons : Terre bon ordinaire 3 à 3 1/4 ; ordinaire 3 1/4 à 3 1/2 ; bon ordinaire 3 3/4 à 4 ; bon 4 à 4 1/4 ; très bon 4 1/2 à 4 3/4 ; choix 4 3/4 à 5 ; clarifié 5 à 5 1/2 ; blanc 5 1/2 à 6 ; granulé 6 à 6 1/2 ; double raffiné 7 à 7 1/2.

MÉLASSE.—Rien de nouveau à signaler. Le marché reste dans le même état d'inactivité. Nous cotons : Terre bon ordinaire 18 à 20 ; bon 22 à 25 ; choix 28 à 30 ; clarifié 30 à 35.

FARINE.—Vendu, peu par barils aux prix suivants : Superfine 2 à 2 1/2 ; extra 2 1/2 à 2 3/4 ; famille 2 3/4 à 3 ; patente 3 1/2 à 3 3/4 ; choix extra 3 3/4 à 4 ; double extra 4 à 4 1/2 ; choix double extra 4 1/2 à 5 ; triple extra 5 à 5 1/2 ; choix triple extra 5 1/2 à 6 ; fantaisie 6 à 6 1/2 ; choix fantaisie 6 1/2 à 7 ; patente 7 à 7 1/2 ; choix patente 7 1/2 à 8 ; Minnesota clear 5 à 5 1/2 ; straight 5 1/2 à 6 ; patente 6 à 6 1/2 ; choix patente 6 1/2 à 7 ; Minnesota 7 à 7 1/2 ; choix patente 7 1/2 à